

Département de l'Allier

Communauté de communes Pays de Lapalisse



ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LA DÉCLARATION DE PROJET D'INSTALLATION D'OMBRIÈRES PHOTOVOLTAÏQUES EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) SUR LA COMMUNE DE LAPALISSE (AIRE DE SERVICE DES VÉRITÉS)



RAPPORT SUR LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

par le Commissaire Enquêteur

SOMMAIRE

Page

GLOSSAIRE	4
1 - GÉNÉRALITÉS.....	5
1.1 – PRÉAMBULE.....	5
1.2 – L'OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE	6
1.3 – CADRE JURIDIQUE	6
1.4 – LE DOSSIER D'ENQUÊTE	6
1.4.1 – Composition du dossier.....	6
1.4.2 – Complétude du dossier	7
1.5 – LES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES	7
1.5-1 – AVIS DE L'ÉTAT.....	7
1.5-2 – AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'ALLIER (20 mai 2020)	7
1.5-3 – AVIS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (CDPENAF) du 14 mai 2020.....	7
1.5-4 – DÉCISION APRÈS EXAMEN AU CAS PAR CAS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE (Mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes) n° 2020-ARA-KKU-1910 du 14 avril 2020.....	7
1.5-5 – AVIS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ALLIER (2 juillet 2020)	7
1.6 – L'ANALYSE SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT DE PRÉSENTATION (déclaration de projet)8	
1.7 – LES DÉMARCHES ACCOMPLIES PAR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR AVANT, AU COURS ET APRÈS L'ENQUÊTE	9
1.7-1 – Avant l'enquête publique.....	9
1.7-2 – Au cours de l'enquête publique.....	9
1.7-3 – A l'issue de l'enquête publique.....	9
2 - ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	10
2.1 – LA MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	10
2.2 – L'INFORMATION DU PUBLIC	10
2.2-1 – Affichage à la mairie et à la communauté de communes	10
2.2-2 – Annonces légales dans les Journaux.....	10
2.2-3 – Annonce sur les sites Internet de la communauté de communes Pays de Lapalisse et de la ville de Lapalisse.....	10
2.3 – LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	11
2.3-1 Permanence du lundi 26 juin 2020, de 10 heures à 12 heures.....	11
2.3-2 Permanence du jeudi 16 juillet 2020, de 10 heures à 12 heures	12
2.3-3 Permanence du lundi 27 juillet 2020, de 15 heures à 17 heures	13
2.3-4 Clôture de l'enquête.....	14
2.3-5 Statistiques de l'enquête.....	15
2.3-6 Remise du procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales formulées par le public au cours de l'enquête	16
2.3-7 La réponse du maître d'ouvrage aux observations écrites et orales.....	16
3 – CONCLUSION DU RAPPORT	16
4 – LES PIÈCES TÉMOINS.....	16



GLOSSAIRE

Acronyme	Dénomination
APRR	Autoroutes Paris-Rhin-Rhône
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
CDPENAF	Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
COSEC	COmplexe Sportif Educatif Couvert
CREPS	Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportives
DACOM	Document d'Aménagement COMmercial
DDT	Direction Départementale des Territoires
DOCOB	DOCument d'Objectifs
DPU	Droit de Prémption Urbain
EBC	Espaces Boisés Classés
ENS	'Espace Naturel Sensible
GR	Chemin de Grande Randonnée
HLM	Habitation à Loyer Modéré
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MRAE	Mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes
OAP	Orientations d'aménagement et de programmation
PAC	Politique Agricole Commune
PADD	Projet d'aménagement et de développement durable
PAT	Projet Alimentaire Territorial
PCET	Plan Climat Energie Territorial
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLUi	Plan Local d'Urbanisme intercommunal
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PPA	Personnes Publiques Associées
PPR	Plan de Prévention de Risque
PPRi	Plan de Prévention du Risque inondation
RD	Route Départementale
SAU	Surface Agricole Utile
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDTAN	Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique
SIVOM	Syndicat Intercommunal à Vocation et Objectifs Multiples
SPL	Société Publique Locale
SRCAE	Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie d'Auvergne
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Écologique
SRU	Solidarité et au Renouvellement Urbain
STECAL	Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées
TPE	Très Petites Entreprises
TRI	Territoire Risque Inondation
UH	Urbanisme et Habitat
ZAC	Zone d'Aménagement Concerté
ZNIEFF	Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique
ZPS-SIC	Zone de Protection Spéciale
ZSC	Zone Spéciale de Conservation

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 – PRÉAMBULE

La communauté de communes Pays de Lapalisse regroupe quatorze communes autour de Lapalisse. Parmi ses compétences, elle exerce les activités économiques, mais aussi l'urbanisme. A ce titre, elle s'est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 18 juin 2009.

Au titre de ses actions économiques, elle a acquis le foncier nécessaire à la création d'une aire de service idéalement positionnée en bordure de la Route Nationale n° 7, à la sortie ouest de l'agglomération (route de Moulins) et à proximité du carrefour avec la Route Départementale n° 907 (route de Vichy). Dénommée « Aire des Vérités », cette aire de service (des parcs de stationnement affectés aux véhicules légers d'une part, aux poids lourds d'autre part, un restaurant et une station-service de carburants) est gérée par la SAS éponyme « Aire des Vérités ». qui a confié à la société « Total Cadran » l'élaboration d'un parc photovoltaïque sous forme d'ombrières surplombant les parcs de stationnement PL et VL, et, à terme, la commercialisation de la production électrique correspondante, estimée à 3.807 kWh/an.

Cette démarche répond à l'engagement volontaire des élus communautaires dans une démarche d'élaboration d'un plan climat-air-énergie territorial (en cours) dans lequel le projet de création d'ombrières photovoltaïques sur les parcs de stationnement des véhicules poids-lourds et des véhicules légers prend toute sa valeur. Il s'agit d'une démarche communautaire de développement durable comportant l'élaboration d'un plan climat-air-énergie territorial (en cours d'élaboration) dans lequel est mis en avant le projet de création d'ombrières photovoltaïques sur les parcs de stationnement des véhicules poids-lourds et des véhicules légers. La collectivité intercommunale affirme ainsi sa volonté de préserver l'environnement et le cadre de vie de ses habitants. Le développement de la production d'énergie solaire sur le territoire est un axe majeur afin d'atteindre les objectifs à l'horizon 2050 en terme de production d'énergie renouvelable et ainsi tendre vers l'autonomie énergétique.

Toutefois, le certificat d'éligibilité pour candidater aux appels d'offre de la commission de régulation de l'énergie, ne peut pas être délivré puisque le projet ne répond pas au cahier des charges en ayant une partie du projet située actuellement en zone A (terrains agricoles) du PLUi, suite à une erreur manifeste de délimitation des zones A et UI du PLUi d'origine (en juin 2009).

L'enquête publique a été lancée en vue de procéder à la déclaration de projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur l'aire de service « des Vérités » à Lapalisse, emportant ainsi la mise en compatibilité n° 2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays de Lapalisse, en vertu des dispositions de l'article R153-15 2° du code de l'Urbanisme. L'opération entraîne une réduction à 2.070 ha 04 a (- 0 ha 40 a) des zones A de la commune de Lapalisse, et une progression à 61 ha 83 a (+ 0 ha 40 a) des zones UI de la commune de Lapalisse, l'intégralité des terrains de l'aire de service étant ainsi située en zone UI. S'agissant de la correction d'une erreur manifeste, la réduction des zones agricoles n'impacte aucunement la structuration des exploitations agricoles dans la commune, comme l'a reconnu le président de la Chambre d'Agriculture de l'Allier dans son avis.

Dans sa séance du 9 avril 2019, le conseil communautaire de la communauté de communes « Pays de Lapalisse » a donné son accord sur le projet d'installation, porté par la SAS « L'Aire des Vérités », et sur l'exploitation par la société « Total Quadran » d'une centrale photovoltaïque sur ombrières sur les parkings poids lourds et véhicules légers de l'aire de service dont la collectivité est propriétaire.

Par arrêté du 23 avril 2020, Monsieur le Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse a engagé la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes Pays de Lapalisse.

Le présent rapport rend compte du déroulement de l'enquête publique prescrite par arrêté signé le 8 juin 2020 par Monsieur le Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse, en vertu d'une délibération du conseil communautaire du 25 février 2020. Cette enquête a été conduite par nos soins, à Lapalisse (au siège de la communauté de communes et à la mairie de Lapalisse), du 26 juin 2020 au 27 juillet 2020 inclus.

1.2 – L'OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

La communauté de communes Pays de Lapalisse est dotée, pour ses quatorze communes membres, d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé le 18 juin 2009 et modifié depuis par :

- une révision simplifiée n° 1 et une modification n° 1 le 22 juin 2011,
- une modification simplifiée n° 1 le 30 novembre 2011,
- une mise à jour n° 1 le 19 décembre 2011,
- des révisions simplifiées n° 2 à n° 10 le 3 septembre 2013 puis le 29 novembre 2013,
- une modification n° 2 et une mise à jour n° 2 le 3 septembre 2013,
- une mise à jour n° 3 le 6 octobre 2014,
- une modification simplifiée n° 2 le 27 avril 2015,
- une modification simplifiée n° 3 le 2 juin 2016,
- une mise à jour n° 4 le 12 octobre 2017,
- une modification simplifiée n° 4 le 24 juillet 2018,
- une mise en compatibilité n° 1 le 18 décembre 2018.

L'enquête publique a pour objet de procéder à la déclaration de projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur l'aire de service « des Vérités » à Lapalisse, emportant ainsi la mise en compatibilité n° 2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays de Lapalisse, en vertu des dispositions de l'article R153-15 2° du code de l'Urbanisme. L'opération entraîne une réduction à 2.070 ha 04 a (- 0 ha 40 a) des zones A de la commune de Lapalisse, et une progression à 61 ha 83 a (+ 0 ha 40 a) des zones UI de la commune de Lapalisse, l'intégralité des terrains de l'aire de service étant ainsi située en zone UI.

1.3 – CADRE JURIDIQUE

La présente enquête publique est organisée, selon les articles L153-19, L153-21, L153-54 et R153-8 du code de l'Urbanisme, conformément aux dispositions du Code de l'environnement contenues aux articles L123-1 à L123-15 (partie législative) et R123-1 à R123-46 (partie réglementaire).

1.4 – LE DOSSIER D'ENQUÊTE

1.4.1 – Composition du dossier

Le dossier d'enquête, de 31 pages de texte et documents graphiques, comporte les pièces suivantes :

Déclaration de projet 23 pages

Les annexes :

1. Délibération du conseil communautaire du 9 avril 2019 2 pages
2. Plan de masse au 1/1000 1 planche
3. Coupes sur terrain au 1/500 et au 1/200..... 1 planche
4. Photographies proches et lointaines des parkings actuels 1 planche
5. Photo-montage de l'insertion paysagère des ombrières 1 planche
6. Plan de zonage du PLU avant le projet au 1/5000 1 planche
7. Plan de zonage du PLU après le projet au 1/5000 1 planche

1.4.2 – Complétude du dossier

Exigence du Code de l'urbanisme (article L151-2)	Existence dans le dossier soumis à l'enquête publique
Rapport de présentation	OUI (Pièce n° 1, « Déclaration de projet »)
Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	NON (inutile en cas de déclaration de projet)
Orientations d'aménagement et de programmation	NON (inutile en cas de déclaration de projet)
Règlement	NON (inutile en cas de déclaration de projet)
Annexes	OUI (Pièces annexes n° 1 à 7)

En conséquence, le dossier soumis à l'enquête publique est complet. Nous n'y avons pas décelé d'erreur, d'omission ou de dissimulation pouvant entacher d'irrégularité l'enquête publique à laquelle il a été procédé.

1.5 – LES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

1.5-1 – AVIS DE L'ÉTAT

Aucun avis des services de l'Etat.

1.5-2 – AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'ALLIER (20 mai 2020)

Cet avis constate que les 4.000 m² de terrains conservés par erreur en zone A du PLUi de Lapalis, objet de la présente enquête publique, n'ont aucun usage agricole, puisque entièrement couverts par les zones de stationnement de l'aire de service. Le président de la chambre consulaire apprécie le fait que les zones artificialisées des parkings VL et PL soient également affectées à une implantation photovoltaïque, façon indirecte selon lui « d'éviter des implantations photovoltaïques sur des espaces aujourd'hui valorisés par l'agriculture ». Avis favorable.

1.5-3 – AVIS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (CDPENAF) du 14 mai 2020

La commission à l'unanimité émet un avis favorable sur le projet de mise en compatibilité du PLUi de Lapalis.

1.5-4 – DÉCISION APRÈS EXAMEN AU CAS PAR CAS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE (Mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes) n° 2020-ARA-KKU-1910 du 14 avril 2020

Dans une note de 4 pages, la MRAE, s'appuyant sur sa décision du 5 septembre 2019 concluant à une non soumission à évaluation environnementale du projet d'ombrières photovoltaïques compte-tenu du caractère artificialisé du site et à l'absence d'incidence notable du projet sur l'environnement, décide que le projet de mise en compatibilité du PLUi du Pays de Lapalis n'est pas soumis à évaluation environnementale.

1.5-5 – AVIS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ALLIER (2 juillet 2020)

Par courrier sous le timbre de la Direction de l'Aménagement du Territoire, le Président du Conseil Départemental de l'Allier précise qu'il n'a aucune remarque particulière à formuler au projet transmis.

1.6 – L'ANALYSE SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT DE PRÉSENTATION (déclaration de projet)

La déclaration de projet, en préambule, explique la raison d'être de la présente enquête publique.

La procédure est organisée par les articles L.153-54 et suivants et R.153-15 du code de l'urbanisme. Ainsi, les dossiers de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme font l'objet d'un examen conjoint avec l'État et les personnes publiques avant l'enquête publique (article L.153-54 2° du code de l'urbanisme). Un procès-verbal de cette réunion est rédigé. Il est joint au dossier d'enquête publique. Le projet de mise en compatibilité du PLUi est soumis à enquête publique. L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence : il s'agit d'une enquête publique unique. A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire est amené à décider de la mise en compatibilité du PLUi, à se prononcer sur l'intérêt général du projet et à adopter la déclaration de projet. Celle-ci emporte approbation des nouvelles dispositions du PLUi.

La notion d'intérêt général constitue une condition *sine qua non* de mise en œuvre de la mise en compatibilité du PLUi par une déclaration de projet. La déclaration de projet, prise sur le fondement de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme, s'applique indifféremment aux projets publics ou privés. La notion d'action ou d'opération d'aménagement doit être entendue au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme selon lequel : « Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.» Le champ d'application de cet article L.300-6 est donc très large.

L'intérêt général

Afin de permettre l'obtention du certificat d'éligibilité pour candidater aux appels d'offres de la commission de régulation de l'énergie, il est indispensable que l'intégralité des sols supportant le projet de création d'ombrières photovoltaïques au-dessus des parkings poids lourds et véhicules légers de l'aire de service des Vérités, à Lapalisse, ne se situe pas en zone agricole A du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le cahier des charges de l'appel d'offre fixe les conditions d'implantation selon quatre cas :

- cas n° 1 : le terrain d'implantation se situe sur une zone urbanisée ou à urbaniser d'un PLU (zone U ou AU) ou d'un POS ;
- cas n°2 : l'implantation de l'installation remplit les trois conditions suivantes : le terrain se situe en zone naturelle d'un PLU autorisant les installations de production d'énergie renouvelable, et le terrain n'est pas situé en zone humide et le projet n'est pas soumis à autorisation de défrichement ou le terrain n'a pas fait l'objet de défrichement au cours des cinq dernières années ;
- cas n°3 : le terrain d'implantation se situe sur un site dégradé ou prioritaire (définition précise dans le cahier des charges) ;
- cas n°4 : le terrain d'implantation peut se situer en zone agricole seulement dans le cas des hangars agricoles et dans le cas des installations de la famille 2 (installations photovoltaïques innovantes sur bâtiment, hangars agricoles et ombrières de parking, ou installations agrivoltaïques innovantes de puissance strictement supérieure à 100 kWc et inférieure à 3 MWc, pour un volume de 80 MW à chaque période).

Or, par suite d'une erreur manifeste à l'instauration du PLUi, en 2009, une petite partie du zonage de cette aire de service (4.000 m²) a été conservée sans raison en zone A.

Il est donc indispensable de corriger cette erreur, et c'est au travers de la déclaration de projet d'installation d'ombrières photovoltaïques, emportant mise en compatibilité n° 2 du PLUi, que cette erreur sera corrigée et l'obstacle à l'obtention du certificat d'éligibilité sera levé. Cette procédure, régie par l'article L300-6 du code de l'urbanisme et par l'article R153-15 (2°) du même code, permet à la collectivité de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération d'aménagement. Or, l'opération faisant l'objet du dossier d'enquête consiste à produire, grâce aux ombrières projetées d'une puissance de 3,329 MWc, plus de 3807 kWh d'électricité par an. Cette opération répond à l'engagement volontaire de la communauté de communes dans une démarche d'élaboration, actuellement en cours, d'un plan climat-air-énergie territorial dans lequel ce projet est mis en avant. Celle-ci a fait le choix de s'inscrire dans une démarche de développement durable. Cette installation lui permet d'affirmer sa volonté de préserver l'environnement et le cadre de vie de ses habitants. Le développement de la production d'énergie solaire sur le territoire est considéré comme un axe majeur afin d'atteindre les objectifs à l'horizon 2050 en terme de production d'énergie renouvelable et d'autonomie énergétique. Cet objectif est atteignable grâce à l'équipement des toitures des habitations mais aussi grâce à des projets de plus grande ampleur comme l'équipement en ombrières des deux parcs de stationnement de « l'Aire des Vérités ».

1.7 – LES DÉMARCHES ACCOMPLIES PAR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR AVANT, AU COURS ET APRÈS L'ENQUÊTE

1.7-1 – Avant l'enquête publique

Le 29 mai 2020, acceptation de la mission auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand ; désignation par Mme la Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. **(Pièce témoin n° 1)**

Le 12 juin 2020, déplacement à Lapalisse, appareil photos en main, pour vérifier l'affichage de l'avis d'enquête en mairie de Lapalisse et aux abords des locaux de la communauté de communes. **(Pièce témoin n° 3.1)**

Le même jour, rencontre des élus (MM. Jacques de Chabannes, maire de Lapalisse et président de la communauté de communes Pays de Lapalisse, Gérard Bouchet maire adjoint de Lapalisse, Philippe Ferbos, conseiller municipal de Lapalisse, en charge du développement durable, du PLUi et de l'urbanisme, et de la technicienne en charge du service urbanisme à la communauté de communes Pays de Lapalisse, Mme Aurélie Biguet.

Le même jour, visite succincte des lieux. Établissement du procès-verbal. **(Pièce témoin n° 4)**

1.7-2 – Au cours de l'enquête publique

Aucune démarche.

1.7-3 – A l'issue de l'enquête publique

Le 27 juillet 2020, remise au président de la communauté de communes Pays de Lapalisse du procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales formulées par le public au cours de l'enquête et par les personnes publiques associées (5 pages) **(Pièce témoin n° 5)**, en l'invitant à produire, dans le délai de 15 jours, un mémoire en réponse aux observations formulées.

Le 29 juillet 2020, réception par courriel du mémoire en réponse signé par le Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse. Confirmation par envoi postal reçu le 30 juillet 2020 à notre domicile. **(Pièce témoin n° 6)**



2 - ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 – LA MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

A la suite de la désignation prononcée le 29 mai 2020 par Madame la Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (n° E20000028/63) (**Annexe n° 1**), Monsieur le Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse, par arrêté du 8 juin 2020 (**Annexe n° 2**), nous a nommé commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique sur la déclaration de projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur l'aire de service « des Vérités » à Lapalisse, emportant ainsi la mise en compatibilité n° 2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Pays de Lapalisse, en vertu des dispositions de l'article R153-15 2° du code de l'Urbanisme.

Cet arrêté a fixé la période d'enquête publique du 26 juin 2020 au 27 juillet 2020 inclus, soit 32 jours consécutifs. Le siège de l'enquête a été fixé dans les locaux communs de la mairie de Lapalisse et de la communauté de communes Pays de Lapalisse. Le commissaire-enquêteur désigné a assuré trois permanences, les vendredi 26 juin 2020, de 10 heures à 12 heures, jeudi 16 juillet 2020, de 10 heures à 12 heures, et lundi 27 juillet 2020, de 15 heures à 17 heures.

2.2 – L'INFORMATION DU PUBLIC

2.2-1 – Affichage à la mairie et à la communauté de communes

L'avis d'enquête publique a été affiché dans la salle d'attente de la mairie de Lapalisse et dans les placards extérieurs de la communauté de communes, boulevard de l'Hôtel-de-Ville en compagnie des arrêtés. Un reportage photographique a été réalisé par nos soins le 12 juin 2020 (**Annexe n° 3.1**).

2.2-2 – Annonces légales dans les Journaux

L'avis au public d'enquête publique a été inséré dans la rubrique des annonces légales des journaux suivants_:

- Hebdomadaire « La Semaine de l'Allier » du jeudi 11 juin 2020, rappelé le jeudi 2 juillet 2020. (**Annexe n° 3.3.1**).
- Journal « La Montagne-Centre France Quotidien », éditions de l'Allier, du mercredi 10 juin 2020 rappelé le mercredi 1er juillet 2020. (**Annexe n° 3.3.2**)

2.2-3 – Annonce sur les sites Internet de la communauté de communes Pays de Lapalisse et de la ville de Lapalisse

L'avis au public a été mis en consultation sur le site Internet de la communauté de communes Pays de Lapalisse (**Annexe n° 3.2**) Le site Internet de la mairie de Lapalisse (<https://www.ville-Lapalisse.com/>) renvoyait les internautes vers le site de la communauté de communes Pays de Lapalisse. Tout au long de l'enquête, le public a pu consulter et télécharger les différentes pièces du dossier d'enquête, et se manifester via l'adresse URL induite dans le site de la communauté de communes Pays de Lapalisse.

2.3 – LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Conformément aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté de mise à l'enquête de Monsieur le Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse en date du 8 juin 2020, l'enquête publique a eu lieu dans les locaux communs à la mairie de Lapalisse et à la communauté de communes Pays de Lapalisse (salle de permanence des adjoints), du 26 juin 2020 au 27 juillet 2020 inclus. Selon l'article 4 dudit arrêté, nous avons tenu trois permanences de deux heures minimum chacune au lieu précité pour recevoir les déclarations et observations du public relatives à l'enquête sur la déclaration de projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur l'aire de service « des Vérités » à Lapalisse, emportant ainsi la mise en compatibilité n° 2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Pays de Lapalisse, en vertu des dispositions de l'article R153-15 2° du code de l'Urbanisme.

2.3-1 Permanence du lundi 26 juin 2020, de 10 heures à 12 heures

Nous sommes accueilli à 9 h 30 en mairie de Lapalisse par Aurélie BIGUET, en charge du service urbanisme à la communauté de communes Pays de Lapalisse.

Nous mettons à la disposition du public le dossier d'enquête publique préalablement visé et paraphé par nos soins, ainsi que le registre d'enquête, lui aussi identifié et paraphé au préalable par nous.

Les interventions au cours de la permanence :

Néant.

Autres personnes rencontrées au cours de la permanence :

Madame Chantal LACROIX, Directrice Générale des Services à la communauté de communes Pays de Lapalisse.

Monsieur Jacques de CHABANNES, président de la communauté de communes Pays de Lapalisse.

Monsieur Gérard BOUCHET, maire adjoint de Lapalisse.

Autres faits marquants de la permanence :

Néant.

2.3-2 Permanence du jeudi 16 juillet 2020, de 10 heures à 12 heures

Nous sommes accueilli à 9 h 45 en mairie de Lapalisse par Anne-Marie PÉRONNET, en charge du service urbanisme à la commune de Lapalisse.

Les observations rédigées sur le registre d'enquête depuis la première permanence :

Aucune observation.

Les courriers annexés au registre d'enquête depuis la première permanence :

Aucun courrier reçu.

Les copies de courriels annexées au registre d'enquête depuis la première permanence :

Aucun courriel recensé sur le site de la communauté de communes Pays de Lapalisse.

Les interventions au cours de la deuxième permanence :

Néant.

Autres personnes rencontrées au cours de la permanence :

Monsieur Philippe FERBOS, conseiller municipal de Lapalisse en charge du développement durable, du PLUi et de l'urbanisme.

Autres faits marquants de la deuxième permanence :

Réception au secrétariat de la Communauté de communes Pays de Lapalisse, le 13 juillet 2020, de l'avis du Président du Conseil Départemental de l'Allier, en date du 2 juillet 2020, sur le projet soumis à l'enquête publique. Conclusion : « Aucune remarque particulière à formuler au projet transmis ».

Cet avis est évoqué au § 1.5.5 (page n° 8) ci-dessus.

2.3-3 Permanence du lundi 27 juillet 2020, de 15 heures à 17 heures

Nous sommes accueilli à 14 h 45 en mairie de Lapalisse par Aurélie BIGUET, en charge du service urbanisme à la communauté de communes Pays de Lapalisse.

Les observations rédigées sur le registre d'enquête depuis la deuxième permanence :

Aucune observation.

Les courriers annexés au registre d'enquête depuis la deuxième permanence :

Aucun courrier reçu.

Les copies de courriels annexées au registre d'enquête depuis la deuxième permanence :

Aucun courriel recensé sur le site de la communauté de communes Pays de Lapalisse.

Les interventions au cours de la troisième permanence :

Néant.

Autres personnes rencontrées au cours de la permanence :

Maria LESME, maire-adjointe de Lapalisse en charge des affaires sociales, personnes âgées, relations avec les labels, associations, vie locale, affaires intercommunales.

Autres faits marquants de la troisième permanence :

Néant.

2.3-4 Clôture de l'enquête

Le 27 juillet 2020, à 17 h 15, nous avons déclaré close l'enquête publique sur la déclaration de projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur l'aire de service « des Vérités » à Lapalisse, emportant ainsi la mise en compatibilité n° 2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays de Lapalisse, en vertu des dispositions de l'article R153-15 2° du code de l'Urbanisme, en présence de Monsieur Jacques de CHABANNES, maire de Lapalisse et président de la communauté de communes Pays de Lapalisse. Nous avons procédé à la clôture du registre d'enquête ouvert à cet effet, Nous avons signé ce document *ne varietur* après avoir rayé l'ensemble des pages blanches du document.

2.3-5 Statistiques de l'enquête

I - Interventions physiques pendant les permanences

Aucune personne rencontrée lors des trois permanences.

II – Courriers parvenus au siège de l'enquête, insérés dans le registre

Aucun courrier parvenu au siège de l'enquête pendant les 32 jours d'enquête publique.

III – Courriels parvenus au siège de l'enquête, insérés dans le registre

Aucun courriel parvenu au siège de l'enquête pendant les 32 jours d'enquête publique.

IV – Dépositions manuscrites dans le registre

Aucune déposition manuscrite relevée à l'intérieur du registre d'enquête.

2.3-6 Remise du procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales formulées par le public au cours de l'enquête

Le lundi 27 juillet 2020 à 17 h 15, nous avons rédigé le procès-verbal de synthèse des observations reçues au cours des 32 jours de l'enquête publique, et l'avons remis entre les mains de Monsieur Jacques de CHABANNES, maire de Lapalisse et président de la communauté de communes Pays de Lapalisse, **(Pièce témoin n° 5)**, en l'invitant à produire, dans le délai de 15 jours, un mémoire en réponse aux observations formulées.

2.3-7 La réponse du maître d'ouvrage aux observations écrites et orales

Un mémoire d'une page, en date du 29 juillet 2020 sous la référence AB/014urba20, signé par le Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse, nous est remis ce même jour par courriel, **(Pièce témoin n° 6)**. Ce document précise qu'aucune observation n'est formulée au regard de notre procès-verbal de synthèse. L'envoi postal de ce même document nous est parvenu le 30 juillet 2020.



3 – CONCLUSION DU RAPPORT

Le dossier d'enquête publique sur la déclaration de projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur l'aire de service « des Vérités » à Lapalisse, emportant ainsi la mise en compatibilité n° 2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays de Lapalisse, en vertu des dispositions de l'article R153-15 2° du code de l'Urbanisme, n'a suscité aucune réaction de la part de la population locale et du public en général. On constate également une absence d'objection sur ce projet de la part des personnes publiques associées.

Un tel constat motive sur le fond notre avis.



4 – LES PIÈCES TÉMOINS

1. – La décision de la Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand du 29 mai 2020.

2. – L'arrêté communautaire de mise à l'enquête publique du 8 juin 2020.

3. – La publicité de l'enquête publique :

3.1 – L'avis au public affiché à l'accueil de la mairie de Lapalisse et aux placards de la communauté de communes Pays de Lapalisse – Preuves photographiques d'affichage à J-15 (12 juin 2020).

3.2 – Publication sur le site Internet de la communauté de communes Pays de Lapalisse.

3.3 – Publication dans la presse écrite :

3.3.1 – La Semaine de l'Allier (11 juin 2020 et 2 juillet 2020).

3.3.2 – La Montagne, éditions Allier (10 juin 2020 et 1er juillet 2020).

4. – Le procès-verbal de visite préalable des lieux en date du 12 juin 2020.

5. – Le procès-verbal de synthèse en date du 27 juillet 2020.

6. – Le mémoire en réponse du Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse en date du 29 juillet 2020.



Fait et clos en notre domicile le 30 juillet 2020.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form the name 'Daniel Blanchard'.

Daniel Blanchard
Commissaire Enquêteur